

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT POI

n° 722

semaine du
du 8 au 14
septembre
2022

Site : infos-ouvrieres.fr / mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com



Pages 3 et 4

Jean-Luc Mélenchon : « Nous appelons à une grande marche à la mi-octobre »

Extraits de son discours à Lille le 3 septembre 2022.

« **L'**augmentation des prix, c'est la cata. Les surcoûts que provoque la hausse des prix étaient spéculatifs. Vous vous heurtez à ce que ce fichu marché ne marche pas ! Cela vous donne une augmentation à 1 000 euros le Mégawattheure, car le marché européen qui a été libéralisé parce que seule la concurrence libre et non faussée nous permet de vivre mieux, eh bien c'est la cata (...). On s'est réunis avec les députés et les candidats. On a dit : préparez-vous, mettez-vous en action, convoquez des assemblées populaires partout où vous êtes (...). Ne vous résignez pas, préparez-vous à les fiche dehors, par les voies démocratiques, si elles vous sont proposées. Et si elles ne vous sont pas proposées, passez à l'action. Nous appelons à une grande marche, je l'espère à la mi-octobre, car ce ne peut pas être à la mi-novembre, ni à la fin décembre, car nous avons besoin d'une action d'ampleur (...).

« PAS DE RUPTURE, PAS D'UNION. S'IL Y A UNION, C'EST POUR LA RUPTURE. »

Nous ne sommes pas seulement une organisation qui vient tous les cinq ans vous proposer un candidat ou une candidate à l'élection présidentielle ou à l'élection législative, nous sommes un mouvement populaire, nous avons des responsabilités devant les 7 700 000 voix qui ont voté pour moi au premier tour. Nous avons des responsabilités devant tout le bloc populaire de 11 millions de voix qui s'est porté sur les partis qui sont aujourd'hui réunis dans le Nupes. Et c'est la raison pour laquelle nous n'organisons pas de journée d'action en semaine dans les entreprises, nous organisons de plein droit des mobilisations populaires les samedis et dimanches. Il faut que vous vous prépariez, dès que vous entendrez la date, à vous précipiter pour faire une immense marche sur Paris, où vous serez des milliers et des milliers, à Paris. C'est le moyen de faire la démonstra-

tion de force. Préparez-vous à vous mobiliser, ne laissez pas penser que le pouvoir en a fini avec vous après les élections qui viennent de se passer.

(...) La classe ouvrière de ce pays doit trouver la force d'être aussi forte que la classe ouvrière anglaise avec le même slogan : trop, c'est trop ! Révoltez-vous, c'est votre devoir, organisez-vous, c'est votre devoir.

La Nupes, c'est pas facile à faire, nous avons tout réglé en 12 jours et 12 nuits. Tout le monde a fait d'immenses efforts. Je pense qu'on a été à la hauteur de vos attentes. Je préfère vous le dire très franchement : il y a eu union parce que le programme sur lequel nous nous sommes accordés est un programme de rupture avec la domination du système productiviste et la logique du système capitaliste. Pas de rupture, pas d'union. S'il y a union, c'est pour la rupture (...).

Non nous ne sommes même pas fatigués, M. Macron. Nous voilà et vous finirez par partir ! » ■

PARCOURSUP

LES JEUNES DISENT

STOP !



Réunion nationale
Samedi 24 septembre à 14h

3 rue du Château d'Eau, 75010 Paris

**RÉUNION NATIONALE
CONTRE PARCOURSUP**

**Samedi 24 septembre
à 14 heures, à Paris (lieu à venir)**

Lycéens et étudiants, participez à une réunion pour dresser le bilan de la situation et établir les actions à venir pour demander l'abrogation de Parcoursup.

Pour vous inscrire :
<https://jeromelegavre.wordpress.com>

Une conscience s'éveille dans toute l'Europe

Stéphane Marati

Explosion des prix des denrées alimentaires, des fournitures scolaires, de l'énergie... l'inflation réduit les contradictions fondamentales du système capitaliste à leur plus simple expression.

D'un côté, Macron et le patronat tentent de comprimer les salaires réels pour accumuler davantage de capital et augmenter les profits. Ils convoquent pour cela les arguments perfides de la défense des « valeurs démocratiques » face à la guerre pour masquer leur politique de rapine et de pillage généralisé.

De l'autre, l'immense majorité des masses opprimées, qui voit ses conditions d'existence s'effondrer, commence à percevoir qu'elle n'aura pas d'autre choix, si elle veut survivre, que de prendre elle-même ses affaires en main. Depuis 2017 et jusqu'à l'irruption de la Nupes, son expérience politique a fait galoper l'histoire. Rien ne serait pire aujourd'hui que de tenter de la faire revenir dans le lit de la veille tambouille parlementaire.

Il est vrai, comme l'a écrit Jean-Luc Mélenchon mi-juillet, qu'« à l'Assemblée nationale, le groupe Insoumis fait

honneur à sa raison d'être. Les charges sont franches, claires, nettes. Ni arrangement, ni tambouille ». Mais les élections n'ont rien résolu et la grande majorité du peuple, dont de nombreux abstentionnistes, le sait parfaitement ou, du moins, le pressent.

Les Républicains comme le RN ont beau jouer des coudes, faire semblant pour tenter d'exister, bref jouer le jeu des institutions comme ils le font depuis 40 ans, la machine à calculer du parlementarisme continue de tourner. De sorte que le jeune et ambitieux ministre délégué aux Comptes publics, Gabriel Attal, peut se permettre d'affirmer : « *Les oppositions aboient, les réformes passent.* »

La vie du pays est-elle un compte à rebours de la dissolution, comme le dit Mathilde Panot ? Pourquoi pas. Il n'en reste pas moins que, sous la pression d'un monde qui s'effondre, les opprimés seront inévitablement poussés à l'action. Significatives sont les grèves qui se développent en Angleterre, un pays où, nous disait-on, Thatcher avait mis fin à la lutte de classe. Après les travailleurs du rail, des transports, des postes et télécommunications, les dockers de Felixstowe, premier port de conteneurs du Royaume-Uni, sont entrés en grève pour

des augmentations de salaire. La dernière fois, c'était en 1989. Certains navires, déroutés sur des ports secondaires du continent, n'ont pas été déchargés par solidarité. Une indication, parmi d'autres, de la période dans laquelle nous sommes entrés.

Etranglés par l'explosion des prix qui rend la vie impossible à des millions de gens, des millions tournent leur regard vers l'Angleterre. A Prague, la masse est descendue dans la rue.

Une conscience s'éveille dans toute l'Europe. La grande marche sur Paris contre la vie chère proposée par Jean-Luc Mélenchon peut en être un puissant accélérateur. Plus que jamais, « *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ». ■



Je m'abonne à INFORMATIONS OUVRIÈRES

☐ Par prélèvement mensuel : 7 euros ☐ 11 euros pour les plis clos

☐ Par prélèvement mensuel avec soutien : euros

Pour consulter l'édition numérique d'IO (offre réservée aux abonnés par prélèvement mensuel), indiquez LISIBLEMENT votre adresse e-mail en CAPITALES

.....@.....

(Les prélèvements ont lieu en fin de mois. Dater et signez l'autorisation de prélèvement ci-contre en joignant un relevé d'identité bancaire ou postale. Vous pourrez suspendre à tout moment ces prélèvements par simple lettre.)

☐ 12 numéros : 20 euros ☐ 6 mois (25 numéros) : 35 euros

☐ 1 an (51 numéros) : 70 euros ☐ 1 an, pli clos : 125 euros

☐ 10 NUMÉROS : 10 EUROS POUR TOUT PREMIER ABONNEMENT

Remplir lisiblement et en lettres CAPITALES

Comité : Département :

Nom, prénom :

N° : Rue, bd, av., etc. : Nom de la voie :

Code postal : Ville :

Bulletin à renvoyer à : Informations ouvrières, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis,
CS 30016, 75479 Paris Cedex 10. Chèque à l'ordre d'Informations ouvrières.

Mandat

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez Informations ouvrières à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions d'Informations ouvrières.

Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle.

Une demande de remboursement doit être présentée : dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé, sans tarder et au plus tard dans les 13 mois en cas de prélèvement non autorisé, et vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.

Date :

Signature (obligatoire) :

IMPORTANT : n'oubliez pas de joindre un relevé d'identité bancaire ou postale, de dater et signer votre autorisation de prélèvement.

Numéro ICS : FR69ZZ442543

Cadre réservé à l'administration du journal